

L'URBAIN, C'EST L'AUTRE

SERGE RENAUDIE

L'écologie étant définie comme «l'étude des milieux où vivent et se reproduisent les êtres vivants ainsi que les rapports qu'entretiennent ces êtres avec le milieu», l'approche du milieu urbain où vivent et se reproduisent les êtres humains à travers les relations qu'ils y entretiennent devrait s'intégrer au domaine de «l'écologie urbaine». Le territoire est déjà investi par d'autres disciplines telles que la sociologie et l'anthropologie mais également l'architecture, qui ayant à y agir ne peut s'abstraire d'y penser...

L'INDIVIDU DANS LA VILLE

Notre culture d'habitant des villes nous a dressés à chercher une signification derrière l'organisation du bâti. Telle ou telle implantation, les parcours possibles, les différents espaces entre les maisons, les passages, etc. nous informent, nous orientent dans notre rapport à la ville et à l'ensemble que constitue cette «agglomération d'individus».

Gérard Miller rappelle en ces termes une parabole de Schopenhauer : «Un soir d'hiver où ils n'en pouvaient plus d'avoir froid, une centaine de jeunes hérissons décidèrent de se serrer les uns contre les autres pour se réchauffer.

Hélas, découvrant ce que chacun avait en commun avec tous, ils éprouvèrent l'action désagréable de leurs piquants et s'éloignèrent sous la douleur. Une heure plus tard et comme le froid persistait, ils voulurent tenter une nouvelle expérience : ils se rapprochèrent, pleins d'espoir, mais pour se piquer aussi vite et s'écarter de plus belle. Bref, ces va-et-vient durèrent toute la nuit, jusqu'à ce que les hérissons découvrent, au matin, qu'il y avait entre eux une distance moyenne, très convenable, où ils pouvaient miraculeusement se mettre à l'abri du monde extérieur, sans pour autant se témoigner une trop grande et trop piquante affection.»

Là où les hérissons s'arrêtent, inscrivant dans l'acquis la bonne distance, l'homme s'acharnera à réitérer l'expérience.

Dans la vie quotidienne, l'individu traverse des espaces où s'évaluent ses rapports avec les autres et où se mesure sa place parmi les autres. Si on figurait l'axe de nos vies quotidiennes, il faudrait imaginer un glissement continu et syntaxique qui irait du privé au public, de l'individuel au collectif, qui de la chambre traverserait, pour parvenir à l'avenue, de nombreux espaces qui sont autant de dosages de nos réalités complémentaires d'individus et d'êtres collectifs.

Dans l'espace de la ville, l'individu se frotte aux autres et se frotte à lui-même ; l'homme y habite dans son rapport à l'autre, ce rapport étant, paradoxalement, constitutif de son individualité. L'espace est ce qui s'édifie de l'entrelacs des altérités, des expériences répétées du rapport à l'autre, de l'interstice avec soi, avec l'autre et avec l'autre de l'autre. L'espace «construit», en tant que «forme», tel l'espace d'une place, d'une pièce, d'un jardin, est l'expression, le reste, le produit, de la manière dont est conçue la distance à l'autre à une époque donnée, dans l'enchevêtrement des relations entre individus. L'espace est l'ensemble (réticulaire ?) des expériences, des distances, des écarts, des amplitudes des fréquentations – il est le dépôt des itérations, de la compulsion, à rechercher une «bonne distance» à l'autre.

L'ENSEIGNEMENT D'UN QUARTIER ANCIEN

Je fus chargé en 1990 de dresser un diagnostic urbain et d'élaborer le projet de ville de Saint-Dizier en Haute-Marne. C'est dans ce cadre que j'ai attiré

l'attention sur le quartier ancien et historique de La Noue, quartier « populaire » où la précarité des moyens est plus discrète mais pas moins réelle que dans les « quartiers défavorisés ». Ce quartier avait été stigmatisé lors de la conception du Vert Bois (quartier de barres et de tours) ; sa structure urbaine faite de ruelles (les « voyottes »), de petites maisons serrées et de jardins avait subi l'affront d'être traité « d'égoïste » parce que trop individualisé et « d'insalubre » parce que trop resserré. Il devait être progressivement détruit et des « zones de redensification », définies au POS, inscrivait au milieu de chaque îlot du quartier des pelades dues aux acquisitions progressives de la ville. Ce danger d'une démolition avait laissé des traces profondes dans la population.

Ce quartier de La Noue est constitué, de part et d'autre d'une avenue, de petites venelles (les voyottes), s'enflant en courettes, qui desservent un bâti très serré en ossature bois de deux étages au maximum sur rez-de-chaussée, accompagné en s'éloignant de cette avenue d'un patchwork de jardinets, de potagers, et de cabanes, les « détours », appartenant à ces maisonnettes.

Ces voyottes et ces courettes, où jouent les enfants et se reposent les adultes, sont rarement raccordées aux réseaux d'eau pluviale et leurs sols dessinent des patchworks de matériaux divers. La voyotte n'appartient à personne ; aucun document ne précise une copropriété des parcelles attenantes, mais l'usage veut qu'elle appartienne à ceux qui y vivent. En vous promenant à La Noue, vous vous exposez à être très rapidement interrogé sur vos intentions, non pas tant que les habitants soient curieux ou méfiants, mais parce que l'espace des voyottes est un peu le « séjour collectif » des maisons. Alors, évidemment, on s'intéresse à qui en franchit le pas.

Méprisés depuis si longtemps par les pouvoirs publics, les espaces et les maisons du quartier de La Noue vivaient mal, toujours dans l'attente de la démolition finale. Le partage successoral des parcelles rendaient difficile leur évolution. Les jardins, séparés des maisons, n'étaient plus entretenus et les détours s'effondraient sur les voyottes que personne ne voulait plus entretenir, les maisons abandonnées par leurs héritiers étaient squattées ou dévalisées. Au délabrement s'ajoutaient des demandes contemporaines qui entraient en contradiction avec la spécificité de La Noue, comme l'accès au logement par la voiture ou la fermeture des voyottes pour en assurer la sécurité.

L'absence de considération des possibilités du site, les blocages dus au morcellement des propriétés, l'absence du politique et de l'assistance de la collectivité avaient amené depuis un siècle le dépérissement du quartier et à de fausses revendications s'entassant sur les vraies.

Pendant deux ans, une équipe de mon atelier, architectes et urbanistes, a dressé un bilan en réalisant des enquêtes au porte-à-porte. Aux statistiques ou aux mailings, nous avons préféré le contact avec les habitants et avec les personnes chargées dans les différents services de s'occuper des domaines sociaux ou culturels liés au quartier. Il fallait sérier les questions et cesser d'accumuler des problèmes dont l'embrouillamini empêchait de trouver des solutions concrètes.

Les études analysèrent le bâti et l'utilisation des sols, les raisons des vacances et du manque d'entretien des jardins, les statuts d'occupation des logements et les situations sociales des habitants pour six îlots de La Noue. Les renseignements recueillis étaient toujours transcrits sur des plans qui permettaient à la fois une lecture concrète des situations et une image précise du quartier. En localisant les différentes informations, on pouvait vérifier les concordances et en recueillir de nouvelles informations.

Ces études eurent comme premier intérêt de mettre en œuvre une démarche qui définissait une attitude pour approcher La Noue et ses habitants, et préparer le terrain à la conception du projet de « redynamisation » du quartier. Elles montrèrent l'intelligence d'une structure urbaine qui associe l'habitat au jardin et qui gère en commun des espaces partagés – un système qui correspondait à une demande de « convivialité » redevenue contemporaine. Elles dévoilèrent que le soleil et la solidarité réchauffaient souvent les voyottes et les mesures auxquelles les habitants étaient très attachés, et plus souvent que dans d'autres quartiers contemporains.

Par-delà les bilans sociaux et les relevés du bâti, un phénomène particulier éclaira notre curiosité et en récompensa l'obstination. Peu à peu, au fil des contacts, le quartier de La Noue laissa entrevoir une mémoire qui semblait nicher dans ses espaces. Les habitants de La Noue se sentaient « de La Noue » depuis toujours et pourtant l'enquête dévoila que 15 % seulement y habitait depuis plus de dix ans. Une mémoire circulait, se transmettait spontanément, déteignait sur celui qui arrivait, l'inscrivant en écho d'une appartenance qui

ne tenait ni aux monuments ni à quelques ouvrages remarquables. Une mémoire de quoi ? Elle ne se réfère pas à des archétypes de formes urbaines ou d'architecture, comme Aldo Rossi le théorisait, mais relate plutôt des modes de vie, des manières de partager les espaces, d'user des éléments autres que le bâti, comme les jardins, la végétation, la courette, la venelle, etc., des usages de bonnes distances indispensables pour trouver des solutions pour coexister et pour vivre avec l'autre, une mémoire de hérissons. Cette transmission de «mémoire» se caractérise par son fonctionnement «rhizomique», souvent discrète, semblant disparaître pour resurgir en surgons quand le quartier est en danger ou quand ses habitants ressentent au contraire qu'un projet bénéfique est en cours.

Cette mémoire ne se constitue pas comme s'écrit l'Histoire avec ses hiérarchies de causalités et d'effets mais s'élabore à partir d'expériences diversifiées des relations entre individus et individus, et avec l'espace. Cette mémoire ne s'apparente pas à la nostalgie ; il ne s'agissait pas pour les habitants de protéger ou de conserver mais de vivre dans un milieu, le leur ou celui dans lequel ils s'étaient trouvés rapidement inclus.

UNE MÉMOIRE DE L'USAGE DES ESPACES

Il est trop souvent demandé à l'espace public de prouver sa «rentabilité», d'apporter des garanties de «sociabilité». C'est ainsi que les «agora» et les «forums» des villes nouvelles, des ZAC et des ZUP, ont été construits, dans cette angoisse d'avoir à justifier du collectif, dans cette imposition du signifiant, dans cette dictature du symbolique. On monumentalise pour se rassurer.

Tout à l'opposé donc du grandiloquent, La Noue nous a démontré l'utilité de l'inutile, du rabicoïn, de la venelle perdue, etc. Cela vient-il de la multitude, de la démultiplication des lieux ? A une maison, succède une annexe, à laquelle succède un jardin, puis une baraque, puis un jardinet, puis une placette et une connexion avec une autre voyotte, puis un jardin avec son détours, etc. Un jardinet est en friche quand celui qui le jouxte est bien biné ; un détours expose ses accumulations de matériaux face à la maison juste repeinte, les pots de fleurs s'étagent devant une fenêtre à côté d'un banc

au soleil d'une placette, un tas de bois prend la relève au coin... les situations se rencontrent, se confrontent sans se réduire. Tout n'est pas «nikel-chrome», ni léché, ni propre... ce n'est pas Disney, ce n'est pas «vernaculaire-à-souhait», ce n'est pas un des «plus-beaux-villages-de-France», c'est un ensemble d'endroits utilisés, d'autres moins, d'autres plus ; c'est cela aussi la richesse : ne pas être obligé de tout utiliser pour que ça marche, disposer de plusieurs vitesses en même temps, autoriser des rythmes et des traitements différents.

Le second enseignement de La Noue concerne la fluidité de l'espace, sa continuité d'un lieu à un autre, d'un usage à un autre, d'un statut d'occupation à un autre. Passant de la rue, dont on sait «qu'elle est à tout le monde», on pénètre, on s'immisce dans les venelles, on traverse des courettes, comme autant de pièces d'un logis. On pénètre dans un domaine où la petitesse des espaces, des surfaces, des volumes, déploie les contiguités, multiplie les rapports, densifie les événements et les confrontations. Ces espaces accueillent le public en le confrontant au communautaire ; il s'opère une sélection, un filtre naturel, de ceux qui ne sont pas habitants. Ici la relation à l'autre s'effectue par frottement. Ce glissement décline les partages du public et du privé ; à mesure que l'on pénètre dans les venelles, on sent bien que l'espace est de plus en plus d'usage privé, d'un privé à plusieurs, un usage de groupe, pour une communauté à laquelle, nous, visiteurs, n'appartenons pas et pourtant le passage n'est pas interdit, il a son droit s'il file droit, passe et ne s'arrête pas... question de rythme, de vitesse d'usage. La diversité des espaces offre une diversité des confrontations entre statuts public et privé, comme une diffraction d'un ensemble, d'un tout, d'une «communauté» qui ne perd pas, dans ce morcellement, son identité mais au contraire l'acquiert par une continuité de menus assemblages discrets.

On ne peut ignorer les évolutions de notre société et de notre culture. Le rapport individus à individus ne fonctionne plus de la même manière deux siècles après la construction de ces maisons. L'intérêt du tissu de La Noue réside dans la capacité de ses espaces à s'adapter et surtout à perdurer. Le mélange serré d'espaces à vocations différentes : logement, jardinage, bricolage, stockage, etc. correspond à une demande répétée et à une évolution de la notion d'individualité qui veut que soit garantie l'intimité du

logis et que le logement puisse disposer aussi d'espaces extérieurs en relation mesurée avec le public.

Il ne faut pas magnifier la vie à La Noue ; la tristesse reste la tristesse, la gaieté aussi ; les relations humaines n'y sont pas fondamentalement transformées. Les allers-retours nécessaires pour définir la bonne distance de chacun à chacun y ont trouvé une bonne base à exploiter plus sereinement, grâce notamment à une mémoire du bon sens, une mémoire qui s'inscrit comme une culture ordinaire, du quotidien – contrairement aux grands ensembles ou aux lotissements qui réduisent les relations à des frontalités qui deviennent vite sauvages car le contrat de location ou le cahier des charges sont devenus de piètres contrats sociaux.

La Noue ne recèle pas la solution pour la «bonne distance» (comme de «bons espaces» ne sont pas inscrits dans nos gènes...) mais il est utile de s'interroger sur la capacité à durer et à transmettre rhizomiquement cette organisation urbaine.

DE LA PROXIMITÉ ET DE L'ENSEMBLE AU JAPON

Cette question de la manière d'envisager les distances est présente dans toutes les cultures. Pour élargir un peu notre champ de vue, portons-nous à Osaka, où l'architecte Kazunari Sakamoto a réalisé un ensemble qui regroupe cent vingt maisons individuelles sur 2,1 hectares qui ont une pente de vingt mètres de dénivelé¹. Les maisons, dont le vocabulaire architectural est tout à fait contemporain, s'installent dans cette pente en composant des regroupements autour de passages, ruelles ou placettes, plus ou moins larges ; regroupements qui ne sont pas fermés sur eux-mêmes grâce à un échiveau de passages piétons ou en laissant simplement le regard traverser. Profitant de la déclivité du terrain, les maisons ont plusieurs entrées, plusieurs jardins et terrasses.

Toute la culture japonaise des interstices a été mobilisée. C'est une constante de l'habitat individuel traditionnel toujours très dense mais où chaque espace libre est investi. On retrouve ici à la fois les transparences et la préoccupation de l'individualisation des espaces. L'eau serpente le long de certaines venelles

et entre les maisons, le piéton traverse ce village en tous sens avec une liberté qui force le respect pour ceux qui y habitent.

Dans la culture japonaise, l'espace du public et l'espace du privé se chevauchent et s'interpénètrent et les termes intermédiaires entre le particulier et le tout ont un rôle essentiel qui assure le support de la communication sociale. «La fonction primordiale des espaces-tampons est d'allonger les distances – au propre comme au figuré, qu'on les parcourt à pied ou seulement des yeux, voire en pensée» (Augustin Berque). Les espaces interstitiels sont très investis : dépôts, jardinage, pots de fleurs, etc. et circulation. La vie de la maisonnée déborde sur la rue et inversement la ville fournit des services multiples complétant les activités privées, comme les bains publics. Les circulations enveloppent les maisons et leurs espaces privatifs en les préservant bien mieux qu'un contraste brutal.

Traditionnellement, la culture japonaise est tournée vers une économie d'espace qui se traduit par une certaine densité et un mode de vivre cette densité. Mais l'évolution socio-économique du Japon a dérégulé en partie cette économie de l'espace, les relations entre individu et collectivité, et entre privé et public. Le phénomène n'est pas uniquement français. Cette opération s'inscrit dans la recherche d'une réponse aux conditions de l'habitat contemporain en s'assurant d'une assise culturelle restée vivace dans la population. L'architecte ne s'attache pas à copier le passé, il utilise avec simplicité des structures, des organisations de l'espace fonctionnant toujours, cette mémoire rhizomique qui résonne toujours chez les habitants d'une connaissance des distances. Il a parié sur la capacité des habitants à domestiquer leur proximité pour peu que celle-ci soit assez diversifiée, et à avoir une vision de l'ensemble grâce à cette possibilité de s'approprier ces espaces. La connaissance de chez-soi garantit alors l'appréhension d'un ensemble plus grand ; il y a une continuité entre la vue fragmentaire et la vue globale.

De maison à maison, les espaces se dévoilent ou se cachent, les fonctions contemporaines sont intégrées : voitures, salles d'eau, cuisines, chambres, etc. sans qu'elles ne mettent en cause l'importance de la maison en tant que matrice de la vie japonaise ni celle des espaces partagés entre le privé et le public. C'est ainsi que l'architecte, en même temps qu'il répond à la demande d'une différenciation et d'une individualisation plus stricte entre les pièces

du logement ou entre les espaces extérieurs, s'attache à conserver une fluidité spatiale chère aux Japonais tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des maisons. C'est ainsi par exemple que les terrasses établiront une continuité du logement vers l'extérieur en même temps qu'une protection, ou que l'eau qui accompagne souvent les circulations piétonnes passera seule entre certaines maisons, laissant ainsi seulement le regard du public s'y immiscer. Ce passage au Japon a permis de vérifier que, quelles que soient les cultures, les hérissons comme les hommes ont à régler des distances et des comptes avec un proche passé qui se faisait fort d'avoir tout réglé.

L'INDIVIDU LOTI

Si s'intéresser à l'urbain, c'est s'occuper du rapport de l'individu avec les autres, ou s'occuper de cet espace que constitue l'entre-tous, quel est cet individu sans histoire, quelle danse engage-t-il avec la collectivité qui lui en forge une ? Quelle est l'actualité de ce rapport ? Alain Ehrenberg souligne, dans *L'Individu incertain*², une responsabilisation toujours plus grande de l'individu dans un ensemble collectif qui n'organise plus ces identités personnelles. «La vie était vécue par la plupart des gens comme un destin collectif, elle est aujourd'hui une histoire personnelle. Chacun, désormais indubitablement confronté à l'incertain, doit s'appuyer sur lui-même pour inventer sa vie, lui donner sens et s'engager dans l'action. Ce changement de situation de l'individualité, cette prise en charge personnelle là où régnaient des règles comportementales fixes, constitue une tendance de fond des sociétés démocratiques avancées.» Face à cette évolution, une forme de réponse semble se faire dominante : le pavillonnaire, le lotissement.

La pauvreté d'une très grande partie des lotissements, l'impression d'indigence symbolique qu'ils réfléchissent, la banalité caricaturale des formes, des matériaux, des éléments architectoniques, la réduction du collectif à une voirie publique... ne sont-ils pas les signes de cette crainte de l'individu face à une collectivité qui n'assure plus vraiment sa charge ? Les maisons sont conçues comme des collages primaires de référents simples à un style local aseptisé, conformes à des échelles de valeurs sociales tacitement établies et strictement reproduits dans les catalogues d'options des bâtisseurs. N'y a-t-il pas, dans

cette volonté de rejoindre un moule commun, le projet (inconscient ?) pathétique d'échapper à la folie de la ville, à l'évolution de la société, de se mettre à l'abri de l'histoire dans une mini-utopie figée, courte et restreinte, fondamentalement anti-urbaine ? Cette quête d'inertie, dans une société qui agiterait trop l'individu, se colore aussi de passéisme. En France, on aime le patrimoine mais comme une culture fossile. Aussi demande-t-on la protection de «notre patrimoine», moins pour s'assurer de sa pérennité que pour se défendre des leçons qu'il pourrait donner au présent. D'ailleurs ne parle-t-on pas de l'histoire comme du passé, et non comme d'une mémoire, dans la crainte qu'elle ne soit toujours vivante ? Du patrimoine historique, on ne retiendra que son expression locale pour la transformer en quelques archétypes dont l'intégration dans un réseau commercial assure l'efficacité symbolique.

Les bâtisseurs de pavillons ont su mettre en œuvre une stratégie de séduction efficace dont la règle idéologique ordonne le jeu d'apparences aisément assimilables. Chaque élément rajouté à un minimum habitable permet de monter un barreau de l'échelle sociale. On joue à s'embourgeoiser comme la toiture devant l'entrée joue au porche. Chaque élément architectonique est évalué par le surcoût qu'il engage par rapport au prix de base. On s'offre un brin de fausses poutres, une cuillerée de faux colombages, une couche de faux ancien... mais pas d'originalité qui perturberait une revente toujours possible ; il ne faut pas réduire le nombre des acquéreurs potentiels qui se réfléchissent dans cette même image moyenne. Du patrimoine architectural, il s'agira d'utiliser uniquement des signes et surtout de composer une représentation de la vie communautaire. Celui qui veut «son lot» n'est pas prêt à habiter en village. D'ailleurs ces semblants d'architecture et de village se présentent bien comme des simulations, l'acquéreur sait qu'il n'achète pas de l'architecture et que le lotissement ne sera jamais un quartier, un village ou un bourg. Le consommateur cherche refuge dans l'image pour ne pas avoir à se confronter au réel. Entretenir une maison ancienne ou faire construire une maison d'architecte, comme choisir son quartier dans la ville, est réservé à ceux qui en ont les moyens. La réalité de la ville est trop chère, et trop difficile à assumer. Aussi lui préfère-t-on, pour se garantir quelque quiétude, le réalisme de son image ! Cet attachement à l'image ne ferait-il pas couple avec l'importance de l'image télévisuelle ?

Réduit à un simple découpage de parcelles, le lotissement devient une véritable métaphore du rapport étriqué qu'entretient l'individu avec la collectivité dans l'urbain contemporain : à défaut d'être égaux, soyons pareils. Pour une bonne part des acquéreurs, le pavillon est d'abord considéré comme une valeur d'échange avant d'être un usage, et trop d'usage nuit à une vente future ; la crise économique actuelle renforce la nécessité de conserver à la maison toute sa disponibilité financière. Les rapports entre les parcelles d'un lotissement sont basés sur le partage de cette même considération de l'habitat comme valeur d'échange. Le cahier des charges assure contractuellement le respect de règles pour que rien ne survienne sur une parcelle qui puisse nuire à la valeur des autres parcelles. Il garantit la pérennité de l'investissement financier et gère une relation à l'autre plus commerciale que sociale. Toute copropriété, notamment d'habitat collectif, connaît cette situation ; mais dans le cadre d'un habitat collectif, l'immeuble est inséré dans un ensemble urbain géré ailleurs, c'est-à-dire par le public. Dans le lotissement, le cahier des charges en vient à assumer des responsabilités et des relations individu-collectivité qui, autrefois ou ailleurs, relevaient de la responsabilité du public, de la ville. Le cahier des charges et le règlement d'urbanisme tiennent lieu de contrat social, ils cherchent à combler un vide qui se reflète concrètement dans le manque d'espaces destinés au public. La banalité de certains de ces documents est souvent traîtreusement redoutable... et quand ils sont les seuls documents représentant la communauté, c'est mal parti : les réactions bien connues aux Etats-Unis sous le nom de *not-in-my-back-yard* (que l'on peut traduire par «pas de ça chez moi») deviennent les seules à réunir les habitants, pour un temps, parce qu'on ne peut imaginer qu'une telle modification de l'ampleur du contrat social ne vienne alarmer le politique. L'espace public n'est que le reflet de ce contrat ; il n'est qu'à voir la difficulté à réaliser ces espaces publics, dans quelque opération que ce soit, pour en déduire la difficulté actuelle de construire un vivre-ensemble quotidien. Le malaise ne réside pas dans la disparition de la notion même de public (il suffit pour s'en convaincre de se rappeler les élans massifs de générosité lors des campagnes télévisuelles, de sensiblerie pour l'accident d'une princesse, d'enthousiasme patriotique pour la victoire de la France au Mondial, la réussite répétée de la Fête de la musique, des parades

techno, des Journées du patrimoine, ou la fréquentation aux festivals culturels ou aux foires commerciales...) mais dans une mutation de l'individu qui revendique plus de protection et plus d'espaces intermédiaires entre le tout-public et leur domaine privé, entre l'espace public et le terrain privé.

L'ESPACE PUBLIC

A réduire les rencontres pour réduire les conflits, l'individu se retrouve enfermé, confiné dans son lot. Le protectionnisme des lotissements efface au passage le communautaire en tant que lieu de reconnaissance de soi et donc du positionnement de l'individu face aux autres. Que reste-t-il du relationnel quand il ne trouve d'espace d'expression que dans la minceur d'une clôture qui focalise les débats? Sorti de son lot, quel autre espace s'offre à l'habitant d'un lotissement pour rencontrer l'autre ? L'espace public n'est pas tant l'espace des conflits que celui des rencontres. En apprenant à habiter un ensemble public, on apprend à habiter chez soi, on construit un art de vivre, une culture. «En nous assurant de la réalité du monde – en le représentant bien – l'espace public donne de la réalité à l'appui sur soi, il délivre l'individu de la tâche impossible ou de la tentation invivable qui consiste à n'être que soi-même»².

La reproduction d'espaces publics prédéfinis, typologisés, ne suffit plus : la place carrée ou ronde, le boulevard, le trottoir, la voirie, etc. La démultiplication des possibilités de communication oblige aujourd'hui (ou devrait obliger) les urbanistes à penser le public dans son déplacement, dans les nuances des mutations progressives de son identité et dans son frottement au domaine privé. L'espace public dépasse le cadre du domaine public ; il intègre des espaces de propriété privée mais d'usage public (comme les arcades ou les passages commerciaux). Il existe un usage privé du public (dans l'intimité d'un passage public, par exemple) et un échange public du privé (par exemple dans les rapports se tissant entre terrasses d'un bâtiment collectif). L'espace public n'est plus un espace stable, fixe et clairement chantourné, il est élastique et modulable ; il peut être plein ou vide, fréquenté ou abandonné. L'espace public se nourrit de multiplicité et de diversité, de

jonctions, de circulations et de rythmes. Il n'est plus seulement l'espace de la confrontation des individus dans la collectivité, il est devenu l'espace qui accompagne l'individu, l'habitant dans son parcours.

Dans le quartier de La Noue, grâce à la réduction des distances relationnelles et à un contexte de densité également réduit, les habitants ont la possibilité d'une maîtrise plus immédiatement acceptable – l'entourage est rapidement assimilable. Cet acquis est appréciable dans une société où l'individu doit prouver sa place par l'affirmation de son « autorité ». La reconnaissance par un premier groupe donne déjà une bonne plate-forme pour affronter l'ailleurs de la multitude. Par contre, dans les grands ensembles, des jeunes brûlent l'espace public indéfini pour passer à la télévision qu'ils reconnaissent comme un espace public et qu'ils espèrent mieux partagé, plus efficace dans son rôle de représentation. Toute démesure appelle une démesure encore plus grande ; de l'urbanisme de masse aux mass-médias – des espaces publics sans distances de leurs quartiers de barres et de tours, ils plongent dans l'absence de distance de la télévision où leur volonté d'efficacité s'en trouve diluée.

« Vivre ensemble », ce n'est pas forcément « vivre bien » mais c'est vivre dans une relation à l'autre qui ne soit pas commandée par son refoulement. Quand l'abondance des possibilités de rapport à l'autre est niée par la contrainte d'une organisation spatiale rigide et contraignante, les relations s'expriment alors avec les relents du refoulement. Aussi ne s'agit-il pas de trouver la « bonne » distance qui règle tout, mais de penser la distance dans une multiplication de ses dimensions. Aussi ne s'agit-il pas de se rassurer en attribuant à certaines organisations spatiales la capacité d'assurer une urbanité conçue comme une politesse entretenue entre les individus... mais bien plutôt de s'assurer de la possibilité d'expérimenter, dans des distances domesticables, les relations d'altérité ; il ne s'agit pas d'être poli et policé mais de permettre des frottements dont la démultiplication des expériences relativise les conflits.

Cette interrogation sur la capacité des espaces publics à permettre et à susciter des échanges est-elle encore de nature politique dans le sens où « le rôle de la politique est bien de régler les rapports entre les hommes de telle sorte que les articulations entre souci pour soi et pour autrui soient facilitées »² et dans le sens où la politique aurait pour vocation d'éclairer sur

« cette distance qui fait lien »² ? Et si une « écologie urbaine » existait, en tant qu'écologie des distances, pourrait-elle nous éclairer sur cet étrange paradoxe de l'homme à être à la fois acteur et terrain de son action, étant et produisant l'espace de ses relations ?

ET LE RÔLE OU L'ACTION DE L'ARCHITECTE :

Je dois avouer que le plus souvent j'ai le sentiment que tout est déjà là et que les difficultés surviennent quand quelqu'un cherche à s'assurer une maîtrise. C'est souvent déjà là, simple... qui complique ? Ceux qui désirent mettre en ordre. Pourquoi ? le plus souvent pour se rassurer de maîtriser. Maîtrise de quoi ? le plus souvent de soi-même. L'organisme HLM cherchera d'abord à maîtriser sa propre structure avant de vouloir maîtriser ses locataires. Il s'agit d'abord de l'ordre de la machine de l'ordre. L'écologie réactive la notion de faute judéo-chrétienne, la nécessité d'expiation, rajoutera des normes. Des normes culpabilisatrices.

ET GIVORS

Je vous ai présenté un quartier ancien d'architecture ordinaire, et je soutiens que l'ensemble des maisons de Kazunari Sakamoto et les Etoiles de Givors sont des réalisations ordinaires, en ce sens où elles s'attachent à l'usage des espaces et à la mémoire des usages et non à s'inscrire dans une histoire de l'architecture toute tautologique. Nous retrouvons d'ailleurs chez Sakamoto cet attachement à la culture japonaise que l'on a connu chez Jean Renaudie, pour qui « l'architecture sans architecte » eut beaucoup d'importance. Si aucun de ces deux architectes ne se fourvoya dans le rustique ou le faux-villageois, c'est qu'ils trouvèrent dans la connaissance des ressources assez étonnantes du vivre-ensemble matière à réflexion et à conceptualisation. L'importance donnée à l'espace public dans l'ensemble des Etoiles procède d'une volonté, voilà vingt ans, de pourvoir les relations que peuvent entretenir les individus en espaces diversifiés. L'espace public des Etoiles est bien de type rhizomique, fonctionnant « tous azimuts », avec des connexions non hiérarchiques, avec des bâtiments disposant d'une façade que l'on pourrait

dire «relationnelle» par les rapports entretenus de terrasse à terrasse, et de terrasse à la ville, avec des ruelles, des chemins, des escaliers, des places et des arcades, etc.

Tout cet ensemble constitue un «bien collectif», ce collectif qu'une société en voie d'individualisation a bien du mal à se représenter, vingt ans après la réalisation de ce patrimoine. Aussi ne s'agit-il pas d'abord d'une question de difficulté de maintenance et d'entretien, même si elle est de toute importance, mais d'une question de gestion politique : donner du sens à ces espaces, c'est réinvestir le sens des relations qu'entretiennent les Givordins avec eux-mêmes.

La question des espaces publics renvoie à la question d'un contrat social qui éclaire sur les modes d'usage de la ville, parce qu'il en assure la représentation, parce qu'il en assure les formes en toute connaissance des clivages qui zèbrent l'habitant, le locataire ou le propriétaire, à la fois dans une thématique de proximité et d'inscription dans l'ensemble de la ville.

1. *Global Architecture Japan*, autumn 1992, n° 1, et *JA Housing*, autumn 1991, n° 4.

2. Alain Ehrenberg, *L'Individu incertain*, Calmann-Lévy, 1995.
